



VILLE DE SAINTE-ADÈLE
Services municipaux et voirie

APPEL D'OFFRES - SERVICES - SP-2015-045

TRAÇAGE DE MARQUES SUR LA CHAUSSÉE
2016-2018

OUVERTURE : Le JEUDI 4 FÉVRIER 2016

Les personnes et entreprises intéressées par ce contrat peuvent obtenir les documents d'appel d'offres (régie, formulaire de soumission et contrat incluant le devis technique) à compter du **20 janvier 2016** en s'adressant au système électronique d'appel d'offres (SÉAO) sur le site internet à l'adresse suivante : www.seao.ca ou en communiquant avec le service à la clientèle au numéro 514-856-6600 dans la région de Montréal ou 1 866 669-7326 pour l'extérieur. Les documents peuvent être obtenus au coût établi dans la grille des tarifs du SÉAO.

Chaque soumission doit être adressée à Me Simon Filiatreault, greffier et directeur des Services juridiques, et déposée à l'hôtel de ville de Sainte-Adèle, situé au 1381, boul. de Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, Québec J8B 1A3, d'ici le **jeudi 4 février 2016 à 11 h**, dans une enveloppe opaque et scellée.

Les soumissions seront ouvertes à **11h01, jeudi 4 février 2016**, dans la salle du conseil municipal de l'hôtel de Ville de Sainte-Adèle.

Le conseil municipal de la ville de Sainte-Adèle ne s'engage à accepter ni la meilleure ni aucune des soumissions reçues, sans encourir aucune obligation, ni aucuns frais d'aucune sorte envers le ou les soumissionnaires. La Ville peut, s'il est avantageux pour elle de le faire, passer outre à tout défaut de conformité de la soumission si ce défaut ne brise pas la règle de l'égalité entre les soumissionnaires et elle n'est pas tenue de motiver l'acceptation ou le rejet de toute soumission.

Pour tout renseignement supplémentaire concernant cette demande de soumissions, veuillez communiquer par écrit avec la division génie du Service des travaux publics, par télécopieur: 450 229-1327 ou par courriel : travauxpublics@ville.sainte-adele.qc.ca.

DONNÉ À SAINTE-ADÈLE, le 20 janvier 2016

(s) Simon Filiatreault

Simon Filiatreault, avocat
Greffier et directeur des services juridiques